

Pour une Europe au service des citoyen-ne-s !

www.sandrinebellier.eu

Citoyenne engagée depuis toujours, militante associative durant de nombreuses années et aujourd'hui députée européenne, c'est toujours avec la même envie et la même détermination de défendre l'intérêt des citoyens et des citoyennes que j'agis.

Tout au long de mon mandat, je me suis attachée à porter les valeurs d'une Europe plus citoyenne. Je me suis faite la porte-voix des militants du quotidien, des femmes et des hommes engagés et des associations agissant sur le terrain. J'ai fait du collectif ma méthode, travaillant toujours avec et pour le plus grand nombre.

Que ce soit en relayant les mobilisations au sein des institutions européennes ou en soutenant la participation des citoyen-ne-s dans la sphère européenne, à travers par exemple l'Initiative citoyenne, j'ai continuellement cherché à les placer au cœur du projet européen.

Élue du Grand-Est, j'ai voulu être présente sur le terrain autant que possible, en Alsace, en Bourgogne, en Champagne-Ardenne, en Franche-Comté et en Lorraine, pour rendre l'Europe plus concrète et plus présente pour chacun d'entre nous. Ne l'oublions pas : l'Europe, c'est nous !

Avec **1 million** de signatures, les citoyens peuvent demander une nouvelle législation européenne

L'Initiative citoyenne donne la voix aux européen-ne-s !

Développer le pouvoir direct des citoyen-ne-s est essentiel pour placer les peuples au centre du projet européen. L'Initiative citoyenne européenne (ICE) est un nouvel outil qui permet à un million d'Européens et d'Européennes de demander à la Commission de présenter une législation.

Dès mon arrivée au Parlement, j'ai activement soutenu cet instrument et, en tant que membre des deux principales commissions en charge de sa

mise en œuvre (commissions affaires constitutionnelles et pétitions), j'ai défendu une procédure la plus souple et la moins bureaucratique possible, pour que votre voix puisse se faire entendre le plus aisément possible dans les institutions.

L'EAU, UN DROIT HUMAIN

En 2014, une première Initiative citoyenne « L'eau, un droit humain », à laquelle j'ai apporté mon plus grand soutien, passe le cap du million de signatures.

La demande des citoyens est claire : reconnaissance du droit à l'eau et non-libéralisation de la gestion et de l'approvisionnement de l'eau en Europe. Pour la première fois, la possibilité est offerte aux citoyens de prendre part au travail législatif européen. L'Europe citoyenne avance !

Conférence sur l'Initiative citoyenne et son fonctionnement - juin 2013



Inauguration de la nouvelle mairie « verté » de Champsoverille - juin 2011

L'Europe au cœur des territoires !

www.sandrinebellier.eu

Mobilisée au Parlement européen pour faire avancer la législation européenne à coups d'amendements et de négociations, je me suis aussi attachée, comme je m'y étais engagée en 2009, à me rendre aussi souvent que possible sur le terrain. Rester tout au long de mon mandat en relation constante avec les territoires, avec vous, était pour moi essentiel, car l'intérêt des citoyens est le moteur de mon engagement et je souhaite que mes propositions soient en prise totale avec la réalité.

Conférences, visites de terrain, réunions publiques, débats, colloques, mobilisations citoyennes : autant d'événements qui m'ont permis d'être à l'écoute et de rendre compte de mon travail dans les territoires.

« Tisser des liens entre l'Europe et les territoires, une de mes priorités. »

QUESTIONS PARLEMENTAIRES

Les députés européens peuvent, à travers les questions parlementaires, interroger et contrôler l'exécutif européen ainsi que le Conseil de l'Union. Au cours de mon mandat, j'ai déposé en collaboration avec les associations et les citoyens près de 80 questions. Préservation de sites naturels classés, risques liés aux OGM, non-respect

des normes sanitaires ou environnementales européennes, droits des femmes, conflit d'intérêt au sein de l'Union, dangers liés aux gaz de schiste, mesures pour l'industrie européenne et contre la fermeture de sites industriels, protection de nos libertés fondamentales, Arcelor Mittal... : de nombreux sujets ont ainsi été mis sur la table !